



AMBASSADE DE SUISSE
AUX PAYS-BAS

Réf.: L.42. - AY/NP
L.42.12.

an	83		s/a
Date	14.3.		
Visa			
IPD			
Ref. A.C.4A.770.0.			

LA HAYE, le 4 mars 1960.
42. Lange Voorhout
Tél. 117458 et 117459

Confidentiel
Hors courrier

Monsieur Max Petitpierre,
Président de la Confédération,
B e r n e .

Monsieur le Président de la Confédération,

Après une assez longue interruption due à la grippe j'ai, de nouveau ce matin, eu l'occasion de m'entretenir librement avec le Baron van Ittersum qui, comme vous le savez, dirige, au Ministère néerlandais des affaires étrangères, les services de la Coopération européenne.

M. van Ittersum m'a paru assez choqué de ce que la Commission européenne n'ait pas préalablement consulté les gouvernements des Six avant de publier hier, à Bruxelles, son projet d'accélération de la mise en oeuvre du Marché commun. Je lui ai demandé si le processus imaginé par le Prof. Hallstein s'inspirait de la proposition faite à Strasbourg, en novembre dernier, par le gouvernement des Pays-Bas. Il m'a donné une réponse négative: M. Hallstein a déclaré une fois pour toutes que la proposition hollandaise était "inutilisable".

Il est trop tôt, dit M. van Ittersum, pour se prononcer sur la valeur du projet de la Commission européenne. Il faut attendre les réactions des membres du Marché commun, puis de ceux de l'EFTA, car, lorsque la Commission parle du GATT c'est en fait des Sept qu'il s'agit,

-/-

Dodis



- 2 -

étant donné que les mesures envisagées n'affectent pas les membres extra-européens du GATT.

La presse hollandaise de ce matin publie les premiers échos recueillis à La Haye et à Bruxelles sur le "programme Hallstein". Elle évite prudemment de se prononcer avant un examen attentif des textes. J'ai l'impression qu'on est plutôt méfiant, se rendant compte que si la Commission a fait certaines concessions au point de vue hollandais, elle doit en même temps avoir largement ménagé les thèses françaises qui, on le sait, visent à des mesures (tarif commun) onéreuses pour les Pays-Bas.

M. van Ittersum a comparu la semaine dernière devant les "Sages". L'impression qu'il a rapportée de Paris n'est pas décourageante. Faisant allusion à ma démarche d'il y a dix jours auprès de M. Luns, il en a attribué l'origine au "penchant alarmiste" de M. Soldati, qu'il connaît bien, qu'il apprécie et dont il n'ignore pas le tempérament.

Pour M. van Ittersum, la difficulté consiste à convaincre les Américains de triompher des scrupules - non fondés à son avis - qu'ils éprouvent à l'égard du Congrès et de s'engager résolument dans une voie positive. Mais il faut les y aider. On n'y parviendra pas en se cramponnant à l'OECE. Puisque, pour des raisons politiques "atlantiques", Washington veut remplacer l'OECE, il faut jouer le jeu et fournir les matériaux pour la construction d'un édifice neuf et non pas s'évertuer à consolider et à adapter à tout prix une citadelle dont on ne veut plus. Pour ce nouvel édifice, il convient de mettre sur pied une charpente sérieuse, solide, dont les plans s'inspirent largement des dispositions si souples de la convention de 1948 dont est issue l'OECE et qui ont fait leurs preuves. En

-/-

- 3 -

d'autres termes, il faut suivre une tactique qui tienne largement compte de la réalité politique; sauver l'OECE, non pas en la "regonflant" mais en la recréant, moyennant une adaptation de fond (USA-Canada) et, pour le reste, des changements de façade.

Ces propos ne s'accompagnaient naturellement d'aucune critique - je n'en saurais accepter - à l'endroit des méthodes que la Suisse applique à Paris. Ils ne prétendaient pas davantage nous donner des conseils sur la manière de nous y prendre, mais je ne suis pas certain qu'ils n'aient pas eu pour origine des remarques glanées dans les coulisses par mon interlocuteur après le dépôt de notre mémorandum et l'audition, très prolongée et non moins énergique, de notre représentant. C'est pourquoi il m'a paru de mon devoir de vous en rapporter la substance, pour votre complète - et discrète - information personnelle.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

E. A. Hall